



Monsieur le président de la République française
Palais de l'Élysée
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Monsieur le président de la République française,

Alors que l'Est de l'Europe est entrée en guerre, vous contribuez à montrer l'importance de l'Union européenne. L'unité de l'Europe doit faire appel aux vraies valeurs qui ont fait son histoire.

Or, en lançant la Présidence française de l'UE, vous avez proclamé votre souhait d'intégrer le droit à l'avortement dans la Charte européenne des droits fondamentaux. Vous vous trompez : un tel objectif ne peut que diviser et entraver le destin de l'UE.

Nous, citoyens européens ayant signé ONE OF US (*l'Initiative citoyenne européenne qui a rencontré le plus grand succès populaire, avec près de 1,9 million de signatures*), nous refusons cette proposition. Avec recul, les reniements successifs des gouvernements et législateurs de nombreux États membres sur la question de la vie donnent le vertige.

Devons-nous, Monsieur le Président, vous rappeler les textes nationaux, européens et internationaux dont la France et les autres États membres sont signataires, et qui s'opposent frontalement à une telle évolution ? Comment peut-on envisager de mettre ainsi de côté la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui assure la reconnaissance autant que l'application universelle du droit à la vie et de « *la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine* », sans distinction qu'ils soient nés ou en gestation ?

Avez-vous oublié la Convention de Rome de 1950, voulue par les pères fondateurs, pour la sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales qui garantit le droit de toute personne à la vie et le fait que la mort ne peut être infligée à quiconque intentionnellement ?

Avez-vous oublié que la Convention internationale des droits de l'enfant, adoptée par l'ONU en 1989, dispose que « *L'enfant (...) a besoin d'une protection spéciale (...), notamment d'une protection juridique appropriée, avant comme après la naissance* » ?

Comment pouvez-vous céder aux pressions des lobbies, en faisant fi de ces textes dont la France et l'Europe, que vous représentez l'une et l'autre, sont signataires ? Au titre de quelle prérogative osez-vous maltraiter ainsi les droits de l'Homme ? Comment pouvez-vous oublier que l'avortement c'est la



mort d'êtres humains ? Comment pouvez-vous envisager d'imposer à tous les Etats membres le non-respect de la vie comme principe fédérateur ?

Il est du devoir de tout pouvoir d'État de protéger la vie humaine. Oui, la loi garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie. La dépénalisation de l'avortement est secondaire par rapport au droit à la vie : tous ces textes que la France et l'Europe ont signés l'expriment. Le droit à la vie physique est le premier des droits fondamentaux. Il serait contre nature et absolument paradoxal d'inverser ces repères.

Devons-nous nous faire biologistes pour vous rappeler que la vie humaine commence dès l'instant de la conception, à la fusion des gamètes, et qu'il n'y a pas de différence substantielle mais seulement une différence de développement entre le zygote qui apparaît immédiatement après la fécondation, le fœtus et le nouveau-né à la naissance ? Sur le plan biologique, il s'agit bien d'une vie humaine, d'un être humain vivant.

Alors oui, s'il le faut, nous nous ferons tour à tour philosophes, historiens, biologistes, mais aussi avocats de la vie pour combattre cette erreur anthropologique fondamentale qui consiste à faire d'un drame une valeur. Non le crime contre l'enfant à naître n'est pas un droit à conquérir. En revanche oui l'avortement a profondément dénaturé les droits de l'Homme, droits fondamentaux auxquels nous adhérons universellement.

L'avortement brandi comme valeur laisse chaque année des milliers de femmes dans le désarroi, sans alternative à l'interruption de grossesse. Ce sont ces alternatives que l'Europe devrait prioriser. En les sommant d'exercer un droit présenté comme une chance, la société les abandonne avec leur souffrance et la blessure d'avoir recouru à cet acte qui peut détruire et abîmer aussi la vie des femmes.

Monsieur le Président, la seule considération de la dignité et du respect de toute vie humaine doit toujours guider vos actions dans la présidence que vous occupez. Elle donne une limite objective à votre liberté et à votre pouvoir. Nous citoyens européens voulons pouvoir compter sur la démocratie pour que nos représentants n'instrumentalisent pas le pouvoir dont ils sont dépositaires, afin de nous imposer, contre notre conscience, et contre tout processus démocratique, une idéologie mortifère.

Si ce n'était pas le cas, nous nous mobiliserons, car protéger les plus vulnérables n'est pas une option. Nous voulons construire une Europe vraiment humaine. Nous espérons que vous saurez l'entendre.

Veuillez recevoir, Monsieur le président de la République, l'expression de nos respectueuses salutations.

102 associations signataires, issues de 14 pays membres de l'Union européenne :

**Slovaquie :**

Donum Vitae
Forum Zivota
Human Rights and Family Policy Institute

Danemark:

Retten Til Liv
Respekt for Menneskeliv

République Tchèque:

Hnutí Pro život ČR
ONŽ - pomoc a poradenství pro ženy a dívky, z.s.

France:

Fondation Jérôme Lejeune
Femina Europa
Marche pour La Vie
Comité Protestant pour la Dignité Humaine
Choisir la vie
Les Eveilleurs
Confédération Nationale des Associations
Familiales Catholiques

Pologne:

Ordo Uris
ONE OF US Poland
Human Life International Polska
Polish Association of the Defenders of Human Life
Small Feet Foundation

Portugal:

Federação Portuguesa pela Vida.

Malte:

Life Network Foundation
Doctors For Life Malta
Malta Unborn Child Platform
I See Life

Pays-Bas:

One of Us Nederland
Schreuw om Leven
Dutch Patient Federation
Dutch Lawyers Association Pro Vita

Luxembourg:

Pour La Vie Naissante

Italie:

Movimento Per la Vita Italiano

Hongrie:

Feher-Center Association

Croatie:

Cro-Vita Alliance

Autriche:

Österreichische Lebensbewegung

Espagne:

Federación Española de Asociaciones Provida
Fundación Jerome Lejeune España
Foro Español de la Familia
Asociación Nacional de Objeción de Conciencia (Andoc)
Asociación Cristianos en Democracia
Asociación AesVida
E-Cristians
Forum Libertas
Fundación Red Madre
Fundación Valores y Sociedad
Asociación NEOS España
Asociación Familia y Dignidad Humana
Centro Internacional de la Vida (Cidevida)
Ciencia Vida Y Cultura (CIViCa)
HO
CitizenGo
Profesionales por la Ética
Plataforma Per la Familia Catalunya - ONU
Adevida - Cuenca
Adevida - Madrid
Asociación de Familias Numerosas de Madrid
Provida Alcalá de Henares
Provida Torrejón de Ardoz
Fundación Villacisneros
Plataforma Koinonia
Fundación +Vida
Plataforma ViVE
Asociación Remar
Foro Universitario Synthesis
Foro Balear de la Familia
Vida Digna
Asociación Enraizados
Asociación Más Futuro
Asociación Rescatadores de S Juan Pablo II



Asociación Provida Guipuzcoa
Asociación Provida Mairena
Asociación Provida Sevilla
Asociación Provida Valencia
Andevi
Asociación Juventud con Misión España
Asociación Cinemanet
Asociación Euvita
Asociación Deportistas por la Vida y la Familia
Asociación Medicina y Vidas
Asociación AmeMos
Asociación cultural Valentia Forum
Asociación Familias por la Libertad de Educación
(FamiLiaE)
Federación Católica de Asociaciones de Padres de
Alumnos de Valencia (FCAPA)
Asociación Provida Badajoz
Asociación Provida Málaga
Fundación Cultural Angel Herrera Oria
Fundación Vives
Asociación Provida Santander
Asociación Provida Gijón
Asociación Ayuvi
Asociación Provida Alicante
Asociació Pro-Respecte A La Vida Humana,
Barcelona
Qveremos
Asociación EuVita
Fundación Civismo
Fundación Educatio Servanda
Derecho a Vivir
Spanish Foundation of Christian Lawyers
Abogados Cristianos
Si a la Vida Torrent
Plataforma Si a la Vida Valencia
Foro de la Familia Madrid
Asociación Civismo y Democracia